

«Comme si la ville était divisée en deux». Un regard réformiste sur l'urbain en Egypte au tournant des années 1940

In: Genèses, 22, 1996. pp. 18-39.

Résumé

■ Alain Roussillon : «Comme si la ville était divisée en deux». Un regard réformiste sur l'urbain en Egypte au tournant des années 1940 Le Caire, années 1940. Ville moderne et espaces hérités se font face, posant de façon insistante la question de l'identité et de l'unité de cette cité, transposition à l'urbain de la thématique réformiste dominante. Lieux tout à la fois de l'endogène et de l'arriération, les quartiers «populaires» visités par Muhammad Abd al-Karîm, fonctionnaire au ministère des Affaires sociales, posent le problème, qu'il s'agit d'abord de nommer, des causalités d'un désordre hérité, proprement identitaire, en même temps que celui des enjeux de la transposition de modèles importés.

Abstract

"As if the City Were Split in Hair. A Reformist View of the City in Egypt at the Watershed of 1940. Cairo in the 1940s. A modern city and spaces inherited from the past stood opposite each other, insistently raising the question of the identity and unity of the city, thereby transposing into urban terms the reformist themes dominant at the time. The "popular" quarters, at once endogenous and backward, raised the problem of the causes of the inherited disorder, which was actually an identifying factor, along with the stakes involved in transposing imported models. The problem was first given a name by Muhammad Abd al-Karîm, a civil servant who visited these sections of the city on behalf of the Ministry of Social Affairs.

Citer ce document / Cite this document :

Roussillon Alain. «Comme si la ville était divisée en deux». Un regard réformiste sur l'urbain en Egypte au tournant des années 1940. In: Genèses, 22, 1996. pp. 18-39.

doi : 10.3406/genes.1996.1368

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1996_num_22_1_1368

«COMME SI LA VILLE ÉTAIT DIVISÉE EN DEUX».

UN REGARD RÉFORMISTE

SUR L'URBAIN

EN ÉGYPTES AU TOURNANT

DES ANNÉES 1940

Alain Roussillon

Interrogé, en 1905, par l'un de ses amis, diplomate ayant longuement résidé en Égypte, sur le propos de son prochain voyage dans ce pays, et lui ayant fait part de son projet d'en tirer un livre¹, A. B. de Guerville s'attire en retour le commentaire suivant :

Je ne vous envie pas [...] J'ai passé là-bas des années dans les coulisses, comme vous savez. Eh bien ! je ne puis pas dire que je comprends ou que je connais l'Égypte mieux qu'avant y avoir été. De fait, je crois que plus on y reste, moins on voit clair. Nous ne comprenons pas plus les Égyptiens que nous ne comprenons les Japonais, mais cependant il y a cette différence, c'est que les Japonais se comprennent eux-mêmes, tandis que les Égyptiens ne se comprennent pas plus que nous ne les comprenons. Ah ! c'est un joli borbier, vous verrez cela !

On pourrait ne voir là qu'une boutade ou un bon mot si ces propos ne faisaient précisément écho au questionnement fondateur de la problématique réformatrice telle qu'elle se met en place, en Égypte, au tournant du ^{xx}e siècle : comment fonder en authenticité et en cohérence identitaire la réforme de la société qu'impose dans l'urgence la sujétion coloniale – assigner les causalités du désordre et de l'anomie qui l'ont rendue « colonisable » ; identifier les acteurs endogènes à qui incombe de mettre en œuvre la réforme pour contrer l'acteur colonial ; préciser le statut des modèles, endogènes ou importés, en concurrence pour en orienter le cours².

1. Publié en 1905 sous le titre : *La Nouvelle Égypte : ce qu'on dit, ce qu'on voit du Caire à Fachoda*, Paris, Librairie Universelle.

2. Sur la problématique de la réforme dans le contexte égyptien, Alain Roussillon, « La modernité disputée : réforme sociale et politique en Égypte », in A. Roussillon (éd.), *Entre réforme sociale et Mouvement national : identité et modernisation en Égypte, 1882-1962*, Le Caire, CEDEJ, 1995.

D'où le projet de la présente étude : analyser le système de contraintes qui pèse sur la représentation du social – en particulier la question urbaine – dans le contexte spécifique ouvert, en Égypte, par la conquête de son indépendance «formelle», au lendemain de la signature, en 1936, des accords de Montreux avec la Grande-Bretagne³. Ceux-ci autorisent les tenants de la «réforme sociale» (*al-islâh al-ijtimâ'i*) à affirmer que la «question politique» doit dorénavant céder le pas à la «question sociale», affirmation qui fait sens dans le contexte du rapport de forces entre le parti Wafd, qui a conduit la lutte pour l'indépendance et préconise sa poursuite jusqu'à l'évacuation du dernier soldat britannique, et partisans des «partis minoritaires» – Libéraux-Constitutionnels, Sa'adiste, parti Oumma... – alliés et instruments de la dynastie, à qui leur réformisme autoritaire a néanmoins fait prendre la plus large part à la mise en place du cadre social-urbain dans lequel émerge l'Égypte moderne⁴.

Au plan proprement urbain⁵, Le Caire a globalement acquis, au tournant des années quarante, les traits de structure – sinon les dimensions démographiques et les limites – qui sont les siens jusqu'à aujourd'hui. Dans la vieille ville islamique, quelques percements haussmanniens ont été réalisés et plusieurs mosquées historiques ont été dégagées, mais cet espace n'est, pour l'essentiel, objet que d'intérêt archéologique et conservatoire, illustré par les travaux du Comité pour la conservation de l'art arabe ; la vieille ville demeure, et demeure perçue, comme un espace figé d'activités traditionnelles, artisanales et commerciales, qui va en quelque sorte «de soi», y compris dans les problèmes gestionnaires qu'elle pose. La ville nouvelle, khédiviale/européenne, est elle-même en place, exhibant tous les attributs de la modernité citadine – palais gouvernementaux, université, jardin botanique et zoologique, opéra, grands hôtels... – avec ses extensions résidentielles périphériques de Mai, Heliopolis, Zamalek, Garden City ou Doqqi, largement dictées dans leur organisation et leurs usages par les modèles et la présence étrangère, même si se manifeste, çà et là, un souci d'«authenticité» qui s'exprime dans les essais et les erreurs d'une architecture d'inspiration «pharaoniste» ou «arabo-islamique»⁶. Restent les faubourgs populeux-industriels : espaces à la fois «hérités», lieux d'ancienne implantation, mais en prise sur les logiques économiques, si ce n'est de la modernité, de la «conjoncture», espaces

3. L'une des principales dispositions de ces accords portait sur l'abolition du régime des Capitulations, prétexte dont les Britanniques et le pouvoir royal avaient usé et abusé pour justifier leur immobilisme en matière sociale, qui libère l'initiative législative des réformateurs égyptiens – même si subsiste encore l'hypothèque des Tribunaux mixtes – ouvrant la voie à l'émergence d'une nouvelle définition du rôle de l'État. En restaurant la personnalité internationale de l'Égypte, les accords de Montreux mettent à l'ordre du jour ou confirment la problématique du «rattrapage civilisationnel» en posant la question préjudicielle des objectifs mêmes de la réforme du point de vue des exigences d'une fidélité à soi et aux origines que j'identifie comme le ressort même de la visée réformatrice.

4. Sur le rôle de ces partis, Roel Meijer, *The Quest for Modernity: Secular Liberal and Left-Wing Political Thought in Egypt, 1945-1958*, Amsterdam, 1995.

5. L'essentiel de mon information historique sur la ville du Caire est empruntée à Mercedes Volait, *Architectes et architectures de l'Égypte moderne (1820-1960) : émergence et constitution d'une expertise technique locale*, Thèse de doctorat sous la direction de Robert Ilbert, Université de Provence, mars 1993.

6. Cf. Mercedes Volait, *L'Architecture moderne en Égypte et la revue al-'Imâra (1939-1959)*, Le Caire, CEDEJ, 1988.

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
«Comme si la ville
était divisée en deux».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.

surdéterminés par des logiques «traditionnelles» et en proie aux déstructurations de la contemporanéité dont nous verrons en quels termes ils apparaissent aux contemporains comme le nœud même de la question urbaine.

La ville elle-même est l'objet d'un certain nombre de regards qui tentent de la saisir dans sa globalité. A commencer par les recensements, réalisés à intervalles réguliers depuis 1846⁷, et qui permettent de saisir de plus en plus finement la texture démographique et sociale et l'évolution de la population égyptienne, les caractéristiques de son habitat ou celles de son emploi. On peut évoquer aussi les multiples cahiers des charges et projets, aboutis ou non, relatifs à la gestion de l'eau : programmes d'adduction, réseaux d'égouts, plans d'assainissement nécessitent une prise en compte globale de l'espace urbain en même temps que des différentiels de consommation, dans une ville où, dans de nombreux quartiers, les mosquées et les fontaines publiques restent les seuls points d'eau courante. Il en va de même pour la mise en place de réseaux de transports publics, qui engagent une représentation des flux globaux qui parcourent la ville et l'identification de clientèles d'usagers, ou encore pour l'établissement de cartes sanitaires ou scolaires. Mais il ne s'agit précisément encore que de savoirs techniques, qui ne débouchent pas sur une représentation de la question urbaine en tant que telle, et qui renvoient à la dispersion des instances en charge de la gestion urbaine⁸. La question qui se pose est ici, précisément, celle de la totalisation de ces savoirs techniques, démarche qui «constitue l'espace urbain comme territoire [...] où la ville des pauvres et celle des riches s'unifient en un espace unique saisi en tant que tel et s'offrant ainsi comme espace d'administration.»⁹ Mon hypothèse est que c'est sur la base d'une connaissance constituée, on verra comment, de ces territoires laissés-pour-compte, franges délaissées de la ville qui n'en concentrent pas moins la plus grande part de sa population, en particulier de sa population «ouvrière», que va pouvoir être saisie, en quelque sorte en creux, la globalité, *non pas tant de la ville que du problème urbain*. Ces espaces de la misère abandonnés à leur sort désignent une vérité cachée, occultée, de la ville, plus «vraie» que celle des beaux quartiers, posant, beaucoup plus que la vieille ville islamique, la question de sa *dualité*. Le Caire «ville trompeuse»¹⁰, cette formule de Sayyid Qutb fait ici figure de véritable paradigme à travers lequel

7. Sur ce point, voir François Ireton, «Éléments pour une sociologie historique de la production statistique en Égypte», *Peuples méditerranéens*, n° 54-55, janvier-juin 1991.

8. Le Caire est, jusqu'à aujourd'hui, dépourvu de municipalité au sens propre et est géré par un gouverneur nommé par le pouvoir central et le plus souvent militaire, question qui fait l'objet de débats récurrents depuis les années 1930.

9. Christian Topalov, «La ville, "terre inconnue" : l'enquête de Charles Booth et le peuple de Londres, 1886-1891», *Genèses*, n° 5, septembre 1991, p. 27.

10. «Le Caire, ville trompeuse», *Revue des affaires sociales* [ci-après *RAS*], vol. 2, n° 5, mai 1941.

peut s'opérer la mise en représentation de l'unité contradictoire de la ville : le problème est que c'est bien *dans la même ville* que coexistent des contrastes aussi aigus, des inégalités aussi flagrantes – pour tout dire deux mondes et deux humanités au premier abord incompatibles, et dont il s'agit, précisément, de montrer comment ils peuvent être contemporains et quels sont les systèmes d'interactions dans lesquels ils sont pris.

Pourtant, alors même que les instruments en sont disponibles, le savoir constitué sur ce secteur de la ville n'opère pas la rupture épistémologique qui introduirait, à l'instar de ce que fait un Charles Booth avec sa «carte de la pauvreté» à Londres, l'univers de la mesure dans la représentation des enjeux et des méthodes de la réforme sociale : d'une part, les discours qui lui sont consacrés continuent de privilégier une approche descriptive et une logique du «pittoresque» – un «impressionnisme urbain», pourrait-on dire ; de l'autre, la quantification, quand elle se produit, ne saurait concerner *l'existence* même de ce secteur de la ville, mais les conditions de sa disparition – non pas tant l'ordre du réel, mais seulement celui du possible, celui des budgets qu'il faudrait affecter au soulagement de la misère urbaine et de l'incapacité de l'État à prendre en charge à lui seul le traitement de ce phénomène. Je fais l'hypothèse que le fait que ce passage ne s'opère pas n'est pas un effet de négligence ou d'incompétence ni celui d'une «opacité» spécifique de la société égyptienne, mais un effet de la posture même à partir de laquelle va s'opérer l'identification du «problème urbain» en même temps que des solutions à y apporter : en anticipant sur ce qui suit, toute tentative de quantification de la misère urbaine apparaîtrait intempestive dans la mesure où elle risquerait de déboucher sur un constat d'irréalisme des mesures suggérées pour en venir à bout.

D'où le projet limité qui est ici le mien : à partir d'un corpus de textes dont il s'agira de décrire les articulations et la géographie urbaine qui s'y dessine, identifier le statut et la fonction du discours même qui s'y tient pour tenter d'y retrouver la figure du locuteur ; tenter de préciser ce que *fait* ce discours, du point de vue de celui qui le tient et de la gestion du réel dont il est partie prenante. D'où aussi le parti pris d'une identification «minimaliste» de mon corpus : 1) je suis en présence d'une série de dix-sept «reportages urbains», signés Muhammad Abd al-Karim, publiés, entre 1940 et 1946, dans le cadre d'une rubrique à

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
«Comme si la ville
était divisée en deux».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.

périodicité irrégulière intitulée – avec quelques variations – «Images du Caire inconnu», et qui constitue le seul ensemble systématique de textes sur la ville dans la publication où je les repère ; 2) celle-ci, la *Revue des affaires sociales*, est un mensuel édité par le ministère du même nom¹¹, distribuée gratuitement au personnel de ce ministère et plus largement dans l'ensemble de la haute fonction publique et qui se veut «une revue préoccupée de questions sociales, à la fois porte-parole du gouvernement et dont les avis et la pensée qui s'y expriment soient le reflet [de l'opinion] des gouvernés, qui fasse le lien entre ces deux parties, tel un ambassadeur apprécié et fidèle»¹² ; 3) revue dans laquelle je me borne pour l'instant à constater qu'y écrivaient, plus ou moins régulièrement et uniquement en langue arabe, de nombreux intellectuels centraux de la «mouvance réformiste» égyptienne.

Un *slumming* à l'égyptienne

On peut identifier un certain nombre de traits performatifs communs aux différents «reportages» réalisés pour la *Revue des affaires sociales* par Muhammad Abd al-Karim (MAK dans ce qui suit) : d'abord, ils sont effectués *ès* qualités par l'auteur, secrétaire de rédaction de la revue, et ont implicitement pour fonction de lui fournir matière à écriture ; ensuite, ils engagent systématiquement la présence d'un «informateur», le plus souvent responsable d'une institution philanthropique ou caritative active dans le quartier visité, qui fournit accompagnement ou fait figure de porte d'entrée ; enfin, ils revendiquent explicitement une double fonction d'alerte : à l'égard des «responsables» et du lecteur en général, identifié comme «tous ceux qui s'intéressent aux affaires sociales» et comme «concitoyen» – «Sache que dans ton propre pays...»

Une tératologie de la ville

Les plongées de MAK dans la réalité de la misère urbaine prennent pour objectif trois types de destinations :

– des unités socio-topographiques : des «quartiers» désignés globalement comme les *ahyâ`wataniya*, «quartiers nationaux», ce que l'on peut entendre, comme le souligne M. Volait, comme «quartiers indigènes» : Boulaq, auquel

11. Créé en 1939. Sur les modalités de celle-ci, A. Roussillon, «Réforme sociale et politique en Égypte au tournant des années 1940», *Genèses*, n° 5, septembre 1991, pp. 55-80.

12. H. Al-Basil, «Points de vue sur notre vie sociale», *RAS*, vol. 1, n° 2, février 1940, p. 21.

MAK ne cesse de revenir, véritable paradigme de la misère urbaine, concentré d'images dont la réitération dispense presque d'aller voir ailleurs ; Zaynhom, quartier des abattoirs et des tanneries ; les confins de la vieille ville... ;

– ce que l'on pourrait désigner comme des «fonctions urbaines», modalités de prise en compte – ou de négligence – de besoins individuels ou collectifs liés à l'urbanité : le hammam, les décharges, les fours où est mis à cuire le *foul*¹³... ;

– des institutions de service social – asiles pour aveugles, refuges pour jeunes filles en difficulté, centres de placement pour jeunes délinquants... – dont la visite désigne l'exemplarité.

Ce qui constitue l'unité de ces reportages peut être identifié comme la façon dont ces trois types de cibles ont trait au cadre et aux conditions de vie de «la classe qui constitue la majorité du peuple» (*al-tabaqa al-ghâliba fil-sha'b*) :

Le problème que nous traitons n'est pas celui d'un quartier ou de quartiers. C'est celui des larges masses du peuple dans son habitat, sa subsistance, sa santé, dont ces visites préparent l'exposé de telle sorte qu'il devienne plus proche de la sensibilité [du lecteur] et de sa compréhension.¹⁴

Ce problème peut être saisi *in situ*, en explorant

la face cachée du pays et le dessous des choses, [par exemple] en parcourant, rue par rue, passage par passage, le quartier d'al-Turgoman [...], ces milieux étranges où l'homme se mêle aux animaux – chèvres, ânes et jusqu'aux singes, dans la zone baptisée «la ruelle aux singes» où se regroupent ceux qui font profession de montrer ces animaux.¹⁵

Il peut également être appréhendé par l'observation des «échantillons» de misère urbaine que constituent les clientèles des organisations de service social : les «cas» qu'ils accueillent et qu'ils traitent – jeunes délinquants, vieillards, femmes en détresse... – constituent l'illustration, au niveau des individus et selon des formes plus ou moins extrêmes, des conditions de vie faites à la majorité de la population dont ils peuvent être considérés, à ce titre, comme représentatifs.

Dimension de sa généralité même, la misère urbaine ne semble pouvoir être saisie par MAK que sur le mode du paradoxe. Paradoxe topographique : Boulaq,

qui en présente la pire concentration s'étale en bordure de deux des plus importantes avenues de la capitale, la rue Fouad I et la rue de la reine Nazli¹⁶,

13. Fève qui constitue l'ordinaire de la majeure partie de la population.

14. «Entre le quartier d'al-Turgoman et les échèches des singes», *RAS*, vol. 3, n° 12, décembre 1942.

15. *Ibid.*, p. 57.

16. *Ibid.*

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
«Comme si la ville
était divisée en deux».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.

avec, en interface pourrait-on dire avec la ville neuve, «vitrine du quartier», le «marché de l'après-midi» (*Sûq al-'asr*), où, à côté d'étalages de pièces détachées et de fripes, se tient une véritable bourse aux détritiques – mégots et restes de tabac, bouteilles vides, thé usagé récupéré des cafés, pain sec récolté par les mendiants et revendu aux fabricants de *bouza*¹⁷. A un lecteur qui lui reproche de n'évoquer que les aspects les plus hideux de la ville et de passer sous silence les beautés de «la fiancée de l'Orient qui repose sur les berges du Nil»¹⁸, MAK rappelle les taudis (*akwâkh*) et les entrepôts qui occupent le rivage, à quelques encablures à peine des palais et des villas de l'île de Gezira dont ils gâchent la vue. Il n'est pas jusqu'au très résidentiel quartier d'Héliopolis, fleuron immobilier des entreprises du baron Empain en Égypte, où la misère vienne se nicher, à la surprise – feinte – de MAK lui-même, invité à se rendre sur les lieux par le président de l'Association de service social de ce quartier pour constater que, là aussi,

au milieu de toute cette opulence, dans cette banlieue riche de la richesse de ses habitants, au pays des palais et des vastes demeures, il peut trouver de quoi satisfaire sa curiosité et son désir de réforme.¹⁹

Sociologiquement – mais MAK est bien peu sociologue – les lieux visités et les populations identifiées sont appréhendés à travers les mécanismes de décomposition du lien social. Ainsi des *rab'* de Boulaq, unités urbaines traditionnelles caractérisées par l'association qui s'y opère entre fonctions d'habitation et activités économiques – *rab'* du riz, de l'huile, du coton...²⁰ – alors que c'est la fonction même de cette association que l'évolution économique, en particulier les exigences de l'industrie, vient remettre en cause. La toponymie elle-même, constate MAK, avec ses rues des Tanneurs, des Sauniers ou des Chameliers, témoigne d'une ancienne spécialisation professionnelle de ces quartiers qui, tout en ayant perdu sa raison d'être, tend à se perpétuer sur des bases de solidarités régionales ou tribales et de manœuvres d'évitement du contrôle gouvernemental – ainsi de cette

communauté [*jamâ'a*] de boulangers de la tribu des 'Adawiya, qui se retrouvent au café du *mu'allim* [patron] Hamouda Hommos, véritable Taverne de la Jamaïque au cœur de Boulaq, où ils se retrouvent pour parler du coupage [de la farine], du poids du pain et des bons tours qu'ils ont joués à l'*effendi* de l'inspection de l'Approvisionnement.²¹

La disparition des hammams et la dégradation de ceux qui subsistent – MAK avoue n'en avoir visité un que

17. Sorte de bière produite par la fermentation du pain.

18. «Sur les berges du Nil», *RAS*, vol. 2, n° 10, octobre 1941, p. 60.

19. «A Héliopolis», *RAS*, vol. 4, n° 2, février 1943, p. 65.

20. Sur cette forme architecturale et ses fonctions sociales, cf. Jean-Charles Depaule et al., *Actualité de l'habitat ancien au Caire : le Rab' Qizlar*, Le Caire, CEDEJ, 1985.

21. «Entre le quartier d'al-Turgoman...», *op. cit.*, p. 58.

contraint et forcé pour les besoins de son enquête, non sans en éprouver le plus vif dégoût – témoignent de la même logique de déperdition du lien social : alors même que le hammam constitue une «institution utile», que les Européens eux-mêmes apprécient,

l'un des vestiges peu nombreux de l'héritage des anciens, institution dans le développement de laquelle l'islam a eu une part considérable en ordonnant à ses fidèles la pureté et la propreté²²,

celle-ci est atteinte de plein fouet par les «effets de la modernité», en l'occurrence la logique des programmes d'adduction qui, en privilégiant l'installation de l'eau courante dans les logements de ceux qui peuvent la payer, tendent à priver les secteurs les plus défavorisés de la société de son accès traditionnel à l'hygiène.

La misère comme phénomène urbain total

Au-delà de la diversité des manifestations et des sites de cette géographie de la misère urbaine, ce qui constitue l'unité et la teneur même du problème que représente l'existence de ces laissés-pour-compte de la modernisation sélective de la société égyptienne a trait aux modalités de sa reproduction. Au tournant des années 1940, la structure des inégalités est en passe d'acquérir une nouvelle visibilité à travers les débats qui opposent réformistes, nationalistes et marxistes quant aux causalités à l'œuvre dans l'«arriération égyptienne». S'ils divergent sur les solutions à mettre en œuvre, leurs protagonistes s'accordent à identifier les racines du mal et la mécanique de son extension : le «cercle vicieux de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance» (*thâlûh al-faqr wal-jahl wal-marad*) désigne une sorte de lieu commun de ces débats où la hiérarchisation de ces «fléaux» constitue tout à la fois l'horizon commun de sens et le principal facteur de différenciation des positions en présence. Sans entrer dans le détail des arguments échangés, on peut voir dans le périple de MAK une illustration de la façon dont ce que j'ai désigné comme le «paradigme des trois fléaux»²³ préside à la mise en représentation de la ville, et en particulier à celle du système de relations entre ses différents secteurs. En termes proprement urbains, le «cercle vicieux» désigne l'articulation causale entre un trop bas niveau des ressources – lui-même effet d'un trop bas niveau des salaires journaliers, de la prévalence de l'emploi irrégulier et du travail des enfants – et de ses tra-

22. «Au hammam du marché», *RAS*, vol. 1, n° 12, décembre 1940, p. 58.

23. A. Roussillon, «Réforme sociale et politique...», *op. cit.*

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
« Comme si la ville
était divisée en deux ».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.

ductions au niveau de l'habitat : ils ne gagnent pas assez, donc leur habitat est insalubre (*qazir*), donc ils sont en mauvaise santé ainsi que leurs enfants, donc ils restent ignorants, donc ils ne peuvent gagner plus, donc leur habitat est de plus en plus misérable, donc... La description de cet habitat est ici indissociable de celle de ses habitants – ils font littéralement corps :

J'ai parcouru ces espaces et visité ces logis tels des tombes, et il suffit, ô lecteur, que je t'en décrive un pour te faire témoin de ce que j'ai vu : j'entrai le dos courbé, à cause de la bassesse de la porte et me retrouvai dans une caverne puante, dans une lourde obscurité que ne trouait qu'une faible lueur qui me guida vers un escalier délabré donnant accès à une pièce vide de tout autre élément qu'une natte usée jusqu'à la corde, un matelas déchiré et exhibant sa bourre, un réchaud de fer blanc alimenté avec de la paille et les ordures, une marmite de cuivre, aussi noire à l'intérieur qu'à l'extérieur ainsi qu'une caisse contenant quelques haillons. Occupant ce taudis, une mère et ses quatre enfants aux visages rendus pâles par une mauvaise alimentation [*sû` al-ghidhâ`*] et la corruption de l'air [*fasâd al-hawâ`*] et aux yeux enflammés et remplis de pus. Je fus surpris d'apprendre que le père était employé dans les ateliers gouvernementaux, mais ma surprise cessa quand je sus qu'il gagnait sept piastres par jour ouvré et qu'il était inemployé quinze jours par mois, du fait du système de rotations en vigueur dans ces ateliers. Le salaire de ce père de famille ne dépasse ainsi pas une livre par mois. Le lecteur peut essayer de répartir cette livre unique sur les besoins d'une famille de six personnes.²⁴

Au-delà du caractère « convenu » de ce diagnostic²⁵ et de cette symptomatologie de la misère urbaine, ce qui me paraît constituer tout l'intérêt de la démarche de MAK, c'est la façon dont il analyse le mécanisme par lequel la misère ainsi décrite s'inscrit dans l'espace et s'y incorpore. Pour lui comme pour nombre d'observateurs de l'époque, la source de tous les maux est le régime dit du *hikr* – bail sur biens de mainmorte²⁶ –,

la pire des façons d'utiliser la terre et ce qui défigure la capitale [*fawda al-tanzîm*] de notre pays : il n'est pas de quartier où prévalent l'anarchie et l'insalubrité [*in'idâm asbâb al-sihha*] qui ne soit constitué sur la base de *hikr*, et il n'y a pas d'espoir de réformer et d'embellir la ville tant que ce régime prévaudra et tant que ceux qui gèrent les biens de mainmorte [*awqâf*] trouveront plus profitable de louer la terre à fin de construction plutôt que de la mettre en culture.²⁷

D'une part, la dénonciation du système du *hikr* désigne la modalité de l'expansion physique, territoriale, de la misère urbaine et de la ville elle-même par la destruction spéculative de terres agricoles²⁸, processus dans lequel, souligne MAK, la responsabilité des nantis et du gouver-

24. « Dans les venelles de Boulaq », *RAS*, vol. 1, n° 9, septembre 1940, p. 79.

25. On le retrouve, à l'époque, dans toutes les prises de parole sur la ville et sur la « condition » des pauvres relayées par la presse et les associations savantes ou philanthropiques, cf. A. Roussillon, « Réforme sociale et politique... », *op. cit.*

26. Mise en location de terrains, le plus souvent agricoles, rendus inaliénables et indivisibles par leur constitution en biens de mainmorte (*waqf*) dont le revenu peut être affecté à l'entretien d'une fondation pieuse ou caritative ou à servir une rente à des bénéficiaires désignés.

27. « Sur les berges... », *op. cit.*, p. 64.

28. Une question qui reste d'actualité, cf. François Ireton, « Du limon au béton : l'urbanisation spontanée à Boulaq al-Dakrou », *Bulletin du CEDEJ*, n° 27, 1988.

nement lui-même est clairement engagée, les premiers en ne voyant que la maximisation de leur profit, le second en n'engageant pas les réformes qui permettraient d'enrayer ce processus. De l'autre, au plan de la composition interne des espaces de la misère, la dénonciation du *hikr* désigne la logique de densification et d'«insalubrisation» à l'œuvre dans ces espaces : ce qui fait que, dans un contexte de chômage endémique et de rémunération insuffisante du travail, chaque individu tend à occuper la plus petite superficie possible ; la précarisation structurelle de cet habitat, dans la mesure où

ceux qui s'y installent ne possèdent que la mesure qu'ils ont construite et où leur installation sur le terrain est provisoire, soumise au bon vouloir des gestionnaires du *waqf*, ce qui ne les incite pas à en soigner la construction. Ce qui explique que l'habitat le plus dégradé et le plus sordide [*aqbah al-mabâni wa ahqaruha*] soit concentré dans les régions soumises au régime du *hikr*.²⁹

Tout aussi convenue est la transposition par MAK des enjeux sociaux du cercle vicieux de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance sur le terrain de la morale : épidémiologie de la promiscuité qui fait de ces espaces le territoire d'élection des maladies pulmonaires et vénériennes ; topologie des zones criminogènes dont la géographie recoupe étroitement celle de la misère ; typologie des comportements déviants, superstitions et autres pratiques magiques par lesquelles les pauvres tentent d'échapper à leur condition. Les collines de Zaynhom sont un haut lieu de la prostitution (*baghâ*), exercée en plein air par des femmes dont les visages pâles et émaciés et les haillons disent assez la condition misérable, et MAK de s'indigner que l'action même de la police, qui, en leur interdisant d'opérer dans d'autres parties de la ville, refoule ces femmes vers ces contrées sinistrées, contribue encore à aggraver le sort des ouvriers des tanneries qui constituent l'essentiel de leur clientèle.

Le quartier de Turgoman est identifié comme le principal centre du trafic des stupéfiants dans la capitale et les échèches (*'ushash*³⁰) de Boulaq abritent

des bandes de voleurs qui voient dans la proximité de ce quartier avec ceux de Choubra ou Rod al-Farag le moyen de se rapprocher de leurs objectifs.³¹

Au-delà du caractère encore une fois largement convenu de ces diagnostics, ce qu'il me semble important de souligner ici, c'est la façon dont les termes mêmes dans lesquels ils sont formulés tendent à constituer la misère

29. «Sur les berges...», *op. cit.*, p. 65.

30. Littéralement nids et, par extension, cabanes.

31. «Sur les berges...», *op. cit.*, p. 64.

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
«*Comme si la ville
était divisée en deux*».
*Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.*

urbaine comme problème social global. Par une significative inversion de perspective, alors même que la ville neuve se constitue en marge de l'urbanité héritée dont elle a vocation, par voie de réforme – percements, imposition d'alignements, réglementations sanitaires – à réduire progressivement l'emprise, celle-ci se retrouve en quelque sorte assiégée par une misère dont les conditions mêmes de son refoulement hors des espaces de la citadinité moderne contribuent à aggraver la prévalence. Outre l'indignation morale (religieuse ?) et la compassion – indéniablement authentiques – que suscite chez MAK le spectacle *in situ* de la misère, ce qui le préoccupe avant tout, ce sont les conditions dans lesquelles celle-ci peut faire retour et ses modes de présence dans les espaces réformés de la modernité urbaine. Le paradigme des trois fléaux opère le partage entre deux secteurs de la ville en quelque sorte incompatibles en ce sens que l'un est la négation de l'autre, mais qui ne cessent d'interférer. Criminalité et mendicité, ou encore l'installation de poches de misère au cœur des quartiers les plus résidentiels constituent les formes les plus «voyantes» des incursions de l'humanité laissée pour compte des faubourgs dans l'espace policé de la ville neuve :

Avec ses haillons, le *zabbâl* [ramasseur de poubelles] apparaît aussi déplacé au milieu des costumes des passants que les taudis des miséreux au milieu des palais des nantis.³²

Pollutions et épidémies, qui menacent en permanence la salubrité de cet espace, désignent l'unité en quelque sorte organique du problème urbain en dramatisant les enjeux de la cohabitation des deux villes sur un même territoire en même temps que l'urgence de la réduction de cette dualité. Au-delà des «problèmes sociaux» que posent ces interférences, ce qui est en question c'est l'urbanité de la capitale, voire la cohérence de la nation égyptienne elle-même, comme en témoigne le regard que les étrangers, touristes ou résidents, portent sur elle :

Les étrangers disent de l'Égypte qu'elle est le pays des prodiges [*ard al-'ajâ'ib*]. Mais les prodiges en question ne sont pas ses pyramides ou les monuments qu'elle recèle, mais résident dans les paradoxes et la dualité que présentent toutes choses chez nous : nos façons de nous habiller, nos modes d'habiter, les conditions et modes de vie de nos classes sociales – et plus que tout, l'image défigurée de nos villes, et en particulier de notre capitale [...]. Il suffit de considérer ce

32. «Une visite au four», *RAS*, vol. 1, n° 7, juillet 1940, p. 68.

que nous avons fait de celle-ci : non seulement nous l'avons négligée, mais nous avons fait tout ce que nous pouvions pour détruire de nos mains les bienfaits que nous avait accordés la nature en alignant le long du Nil les taudis les plus abjects, en installant nos usines de telle sorte qu'elles empoisonnent de leurs fumées l'air pur [que prodigue le fleuve].³³

La question qui se pose est ici celle des solutions à mettre en œuvre, indissociable de l'identification des responsabilités qui président à cet état de fait.

Territorialisation de la misère urbaine

Dans la seule allusion à son histoire personnelle qu'il s'autorise tout au long de son périple, MAK fait remonter l'origine de sa vocation de «réformateur social» à la mémoire de son grand-père : celui-ci, 'umda³⁴ de Boulaq lui a raconté, quand il avait sept ans, avoir dû faire appel à la puissance publique pour démolir et brûler les échèches de Turgoman décimées par le choléra,

ce qui fut fait malgré les pleurs et les lamentations de leurs habitants qui se retrouvaient sans abri et isolés du reste de la population.

Rentré chez lui, celui-ci reçut la visite du *shaykh* Ramadan, saint homme du quartier, qui appela contre lui le châtiment divin – invocation rapidement suivie d'effet puisque, à peine le *shaykh* parti, il dut s'aliter, en proie à un fort accès de fièvre qui le laissa aveugle ; par la suite, il se démit de ses fonctions et termina ses jours dans la prière,

implorant le pardon divin pour l'injustice qu'il avait commise contre les habitants de Turgoman [...]. Mon grand-père nous avait raconté cet épisode, à nous ses enfants et petits-enfants, pour nous mettre en garde et que ne nous arrive pas ce qui lui était arrivé. Les années passèrent et nous considérions ce qu'avait fait notre grand-père comme un acte de cruauté sans équivalent, si ce n'est celle de Néron ou la tyrannie de Pharaon. Jusqu'à ce que les jours fassent de moi le secrétaire de rédaction de la présente revue et que j'aie l'occasion de parcourir, à mon tour, rue par rue, les échèches de Turgoman. Seulement alors j'éprouvai de la compassion vis-à-vis de mon grand-père et pus apprécier à sa juste valeur ce qu'il avait fait, souhaitant qu'il me soit donné de faire preuve de la même résolution.³⁵

On peut voir dans cette évocation tout à la fois la marque des certitudes qui imprègnent les réformateurs sociaux qui s'expriment, tels MAK, dans les pages de la *Revue des affaires sociales* – cette face cachée de la ville

33. «Sur les berges...», *op. cit.*, p. 66.

34. «Maire», par abus de langage : officier «municipal» désigné par les pouvoirs publics comme intermédiaire entre ceux-ci et les «collectivités locales».

35. «Entre le quartier d'al-Turgoman...», *op. cit.*, pp. 56-57.

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
« Comme si la ville
était divisée en deux ».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.

doit disparaître – et l'indice de la prise de conscience qui s'opère des implications sociales de la réforme urbaine. L'excuse du grand-père de MAK était d'avoir dû agir dans l'urgence ; la responsabilité des promoteurs d'une réforme qui se veut scientifique est de créer les conditions sociales de possibilité de la réforme en préalable à sa mise en œuvre : au-delà de la symptomatologie de l'arriération égyptienne mise en ordre par le paradigme des trois fléaux, identifier les termes d'une possible rupture du « cercle vicieux de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance » et définir les bases d'une division du travail entre les différents acteurs sociaux mobilisés pour la réforme de la ville.

Responsabiliser les riches et irresponsabiliser les pauvres

Même s'ils constituent une « classe dangereuse » pour le reste de la cité, on admet dorénavant que les pauvres sont les premières victimes des conditions de vie qui sont les leurs : d'une part, on l'a souligné, c'est bien parce que sa reproduction et sa progression obéissent à une logique interne que la misère constitue une menace pour la société ; de l'autre, même s'ils sont *coupables* des divers méfaits et vices qu'on leur impute et qui doivent être dûment réprimés, les pauvres ne sont pas *responsables* de la perpétuation de leur condition et, surtout, *ils seraient bien incapables d'en sortir par eux-mêmes*. Il ne saurait y avoir de misère vertueuse, telle est la teneur du message que MAK s'efforce de faire passer à ses concitoyens. D'où l'attitude ambiguë qui est la sienne lors de chacune de ses visites : d'une part, il ne cesse de faire état de la répugnance et de la réprobation que lui inspire le spectacle des dérèglements physiologiques, sociaux et moraux des modes de vie des pauvres ; de l'autre, toute la logique de sa démonstration consiste à expliquer à son lecteur pourquoi il ne saurait en être autrement. Toute la pertinence heuristique et pratique du paradigme des trois fléaux réside ici dans l'extériorisation qu'il permet d'opérer des mécanismes susceptibles d'effectuer la rupture du cercle vicieux de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance. En d'autres termes, le problème de la misère urbaine est d'abord celui de sa prise en charge et de sa gestion. Or, à cet égard, MAK ne peut que constater l'absence de réponse, voire l'indifférence de la société et de l'État lui-même vis-à-vis des besoins les

plus élémentaires de la population des faubourgs dont il réitère le constat à chacune de ses visites. Dans le quartier des tanneries, les plaintes des habitants à propos des nuisances occasionnées par les égouts à ciel ouvert, alors même que l'auteur souligne le caractère «moderne» de leur transmission aux autorités concernées – pétitions, télégrammes, délégations, demandes d'inspection... – restent lettre morte. Il est vrai que certains – étrangers pour la plupart, suggère MAK – qui s'y entendent à «faire de l'or de toutes choses, y compris des ordures», trouvent avantage au maintien de cette situation, fût-ce au détriment de la santé publique.³⁶

Même quand le gouvernement s'avise de légiférer au bénéfice supposé des pauvres, il arrive que les mesures prises se retournent contre les intérêts de ceux-ci – ainsi d'un règlement qui impose aux tenanciers de hammams d'accueillir gratuitement les pauvres en contrepartie d'une baisse des tarifs de l'eau qui leur est consentie :

L'obligation pour les différents métiers de servir les pauvres sans les faire payer serait une mesure louable et bénéfique si elle s'imposait d'abord aux professions qui réalisent de confortables bénéfices – ainsi les médecins – mais dans le cas de cette profession agonisante, c'est une décision injuste et irrationnelle.³⁷

Le trait peut se faire encore plus noir et la dénonciation plus explicite quand MAK traite des conditions de travail et de la relation salariale dans lesquels il voit le pivot même autour duquel tourne le cercle vicieux des trois fléaux : les tanneries de Zaynhom constituent sans doute un cas extrême, mais

leurs propriétaires ont pris l'habitude, comme font tous les entrepreneurs dans ce pays, de récompenser ceux que la maladie a rendus incapables de poursuivre le travail en les licenciant et en les privant de tout moyen de subsistance. [...] Sans doute existe-t-il chez nous une législation du travail, mais comment ces travailleurs misérables connaîtraient-ils la loi et comment poursuivraient-ils devant les tribunaux des adversaires riches et obstinés ?³⁸

Notons que l'État lui-même ne sort pas indemne de cette dénonciation : une part de l'emploi qui polarise la misère urbaine dans les faubourgs est un emploi gouvernemental – entrepôts des chemins de fer, ateliers mécaniques de Boulaq, abattoirs de Zaynhom... – 31 et les pratiques de l'administration à l'égard de sa main d'œuvre non qualifiée n'ont, souligne l'auteur, pas grand chose à envier à celles du secteur privé.

36. «Sur les collines...», *op. cit.*, p. 51.

37. «Au hammam...», *op. cit.*, p. 60.

38. «Sur les collines...», *op. cit.*, p. 52.

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
«Comme si la ville
était divisée en deux».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.

La problématique de la cécité sociale, qui constitue le fil conducteur des reportages de MAK dans «Le Caire inconnu» – mais inconnu de qui ? – qui rendrait en quelque sorte invisible la misère urbaine, est ce qui permet à l'auteur d'euphémiser la portée de ces dénonciations et de prendre ses distances avec les analyses autrement plus radicales dont les cercles marxistes commencent, en désordre, à tester l'efficacité mobilisatrice – il est vrai surtout en direction du «prolétariat» d'origine européenne, en particulier à Alexandrie³⁹. On est ici dans une logique du «bénéfice du doute» accordé aux élites du pays que les «reportages» de MAK ont explicitement vocation à mettre devant leurs responsabilités «avant que le mal empire et que le remède ne soit hors de portée»⁴⁰. D'où la posture qui est la sienne dans ces reportages : non pas «porte-parole» des pauvres – le discours qu'ils tiennent sur leur condition n'a en aucune manière valeur heuristique mais seulement documentaire⁴¹ – mais meilleur défenseur de l'ordre qu'entend imposer la ville neuve pour assurer sa propre expansion, qui ne peut s'opérer que par la réduction des espaces de la misère. D'où aussi le fait que l'identification d'un problème ne s'y opère jamais sans que ne soit proposée une solution – ce qui peut aussi être formulé en disant que, dans la logique réformiste que je tente ici de cerner dans son application à la question urbaine, l'existence, au moins «en puissance», d'une solution conditionne l'énonciation du problème qui s'opère dans les termes mêmes de celle-ci.

Quelle ville ? Homogénéisation sociale, homogénéisation urbaine

Dans la mesure où l'objectif ultime de la réforme en matière urbaine est de mettre en phase, sur un territoire donné, tous les «attributs» de la modernité urbaine – salubrité, prospérité, ordre, beauté –, sa mise en œuvre passe *d'abord* par une homogénéisation à la fois sociale et urbaine de la ville neuve, c'est-à-dire par un renforcement de la séparation des espaces qui vise à interdire le retour dans celle-ci des nuisances des faubourgs, en attendant que ceux-ci puissent être à leur tour réformés et/ou réduits. On peut voir une illustration de la façon dont peut être articulé un tel système de priorités dans les mesures inverses suggérées par MAK aux «autorités concernées» pour le traitement des concentrations de misère urbaine d'Héliopolis et de Boulaq, à proximité immédiate de la ville neuve. Dans le

39. Voir, par exemple, Selma Botman, *The Rise of Communism in Egypt, 1939-1970*, Syracuse, Syracuse University Press, 1988.

40. «Sur les berges...», *op. cit.*, p. 82.

41. «Entre le quartier du Turgoman...», *op. cit.*, p. 82.

premier cas, la présence d'une force de travail hétérogène à la population aristocratique ou étrangère du quartier est une nécessité dictée par la gestion et l'extension même de celui-ci, sous les auspices de la Compagnie d'Héliopolis, héritage des entreprises immobilières du baron Empain :

Il n'y a pas d'alternative à l'installation de travailleurs dans cette banlieue, d'autant que celle-ci est isolée et qu'il ne leur est pas possible de se déplacer matin et soir du Caire à leur lieu de travail. Si donc la concession accordée à la Société [de gestion] ignore la question de la résidence de cette main-d'œuvre, celle-ci est [moralement] obligée de pourvoir au logement de ceux qui contribuent par leur travail au bien-être des habitants.⁴²

La mise en place de logements décents pour ces travailleurs nécessaires correspond ici à l'équité en même temps qu'à l'intérêt bien compris des résidents et des gestionnaires – privés – du quartier, ce dont témoigne, note MAK, la bonne volonté de la Société d'Héliopolis à l'égard des associations de travailleurs sociaux actifs dans le quartier et le succès de celles-ci à lever les fonds nécessaires à financer leurs activités :

Au cœur de ce quartier ouvrier [d'Héliopolis], entre Ezbet al-Muslimîn, les blocs de la Société et les masures des pauvres, nous avons assisté à de grandioses festivités : les principaux dignitaires du pays et du gouvernement, emmenés par Son Altesse le Prince 'Abd al-Mun'im, représentant Sa Majesté Royale [...] qui, au milieu de la musique et des *you-you* des participants, posa la première pierre du Centre de service social parrainé par la princesse Ferial. La fête était à peine finie qu'on apprit que l'Association avait récolté plus de 2000 LE et que le ministre des Affaires sociales s'était engagé à fournir une aide substantielle.⁴³

Ceci au bénéfice des pauvres «utiles», pourrait-on dire. Quant aux autres, dont la présence en ces lieux ne se justifierait pas par des services rendus à la collectivité, le constat que dresse MAK est qu'ils n'ont proprement rien à y faire et que la proximité même de la richesse et de leur pauvreté aggrave la condition qui est la leur.

La situation est en quelque sorte inverse à Boulaq. La concentration de nuisances y est le fait de l'impéritie des gestions gouvernementales : installation d'usines et d'entrepôts relevant de divers services de l'État, notamment ceux des chemins de fer, pour lesquels d'autres sites pourraient être trouvés «dès lors que la fin de la guerre aura permis à l'État de dégager les fonds nécessaires pour l'exécution de ce grand projet»⁴⁴ ; autorisation d'activités à la fois polluantes – briqueteries, incinération d'ordures... – et favorisant la concentration des pauvres ; tolérance,

42. «A Héliopolis», *op. cit.*, p. 72.

43. *Ibid.*, p. 71.

44. «Sur les berges du Nil», *op. cit.*, p. 67.

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
*«Comme si la ville
était divisée en deux».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.*

déjà évoquée, de la pratique du *hikr*. Une fois déplacées ces activités, indésirables sur un site que sa proximité au fleuve rend éminemment valorisable, un urbanisme bien compris devrait suffire à opérer, au meilleur compte, la réhabilitation de ces espaces :

Il est un fait que l'argent est le principal obstacle à l'aménagement de nos quartiers nationaux, mais l'observation de ce que font les nations occidentales en ces matières suggère des solutions simples et adaptées : la méthode qu'elles utilisent pour mettre en œuvre la réforme, pour ainsi dire sans qu'il en coûte rien, est que les gouvernements exproprient, en même temps que les terrains nécessaires pour percer de nouvelles voies, les parcelles qui bordent celles-ci de part et d'autre, parcelles qui peuvent être revendues au prix fort eu égard à leur situation et à la valeur nouvelle que celle-ci leur confère. De la sorte, le gouvernement récupère les sommes dépensées, voire dégage des bénéfices.⁴⁵

En d'autres termes, c'est ici la loi de la valeur qui est supposée assurer, en bonne économie libérale, l'homogénéisation de proche en proche de l'espace social/urbain par la transformation progressive des faubourgs de la misère en quartiers résidentiels «réformés». Surtout, cette approche par la valeur des terrains est ce qui permet à MAK d'opérer la distinction stratégique entre deux aspects du problème – loger convenablement les pauvres ; gérer la réhabilitation des espaces reconquis sur la misère urbaine :

Oltre les dépenses qu'il faudrait engager, la création en pleine ville de nouveaux ensembles d'habitations, à l'instar de ce qui a été fait pour la cité ouvrière d'Embaba, ne contribuerait en rien à changer la situation qui prévaut dans les quartiers anciens.⁴⁶

Par rapport au second problème, ce que fait valoir MAK, c'est que seule l'initiative privée, encadrée par des législations «incitatives» et soutenue par l'État, est en mesure de prendre en charge la réforme de la ville «faite» ou «à faire» en tant qu'espace de citoyenneté, c'est-à-dire de modernité : d'où l'exemplarité du cas d'Héliopolis où les initiatives des résidents les plus «conscients» se joignent à celles de la société gestionnaire pour humaniser l'inscription des pauvres dans la division sociale de l'espace urbain et y aménager leur place de telle sorte que leur présence ne heurte pas la sensibilité des résidents ; d'où aussi la multiplication de régies non seulement immobilières, mais également concessionnaires des réseaux de transport ou de la distribution d'eau ou d'électricité, chargées de l'«animation» des espaces urbains réformés en contrepartie des bénéfices réalisés sur la base de ces concessions.

45. «Dans les venelles de Boulaq»,
op. cit., p. 82.

46. *Ibid.*

Pour ce qui est du problème du logement ou du relogement des pauvres, l'option libérale qui est celle de MAK opère un déplacement significatif du point d'application de la loi de la valeur d'une logique proprement immobilière du coût des terrains et des infrastructures à celle d'une gestion bien comprise de la force de travail : les gains de productivité que ne peuvent manquer d'entraîner l'amélioration des conditions de vie de la main-d'œuvre – en particulier son niveau sanitaire et d'éducation – est présentée comme la principale incitation et contrepartie aux dépenses que l'on espère voir engager par les entrepreneurs pour l'amélioration du logement de celle-ci. La question qui se pose est ici celle de l'échelle et, à cet égard, il me paraît doublement significatif que les seules expériences résolument positives que relève MAK dans son périple urbain se situent non au Caire même mais dans des villes de province ou dans la périphérie de la capitale : à Mahalla al-Kubra, capitale textile du pays et siège de la Compagnie industrielle pour la filature et le tissage, fleuron du groupe Misr, premier consortium industriel national⁴⁷ ; à Damiette la «renaissante» (*al-nâhida*), première ville industrielle du pays,

dont les habitants présentent deux traits communs fermement enracinés : la profondeur de la tradition religieuse [...] et leur capacité à intégrer les traits de la vraie civilisation moderne dans leur vêtement, leur logement, et leurs comportements, si bien qu'ils présentent comme la synthèse la plus accomplie d'éducation spirituelle musulmane et de l'esprit de la renaissance occidentale⁴⁸ ;

à Bahtîm, haut lieu d'expérimentations agro-industrielles et

véritable musée de la réforme où se pressent les visiteurs épris de cette cause, Égyptiens et étrangers.⁴⁹

D'une part, ce qui se joue dans ce report «hors Le Caire» des modèles de gestion des implantations ouvrières, c'est tout à la fois la confirmation de la visée agro-industrialiste au fondement de l'incontestable prospérité des entrepreneurs du *Liberal Age* égyptien⁵⁰ et celle de la délocalisation du travail comme principal élément de solution du problème urbain. De l'autre, le choix de ces exemples «ruraux-urbains» est ce qui permet à MAK de pointer sur l'exigence de globalité et d'intégration des programmes de resocialisation réformée que constituent, idéalement, les cités ouvrières : la mise à disposition des travailleurs et de leurs familles de logement salubres ne constitue que le premier aspect d'une visée où

47. «Images inconnues des métropoles égyptiennes : al-Mahalla al-Kubra», *RAS*, vol. 4, n° 11, novembre 1943.

48. «Images inconnues des métropoles égyptiennes : Damiette la renaissante», *RAS*, vol. 4, n° 10, octobre 1943, p. 58.

49. «Une journée à Bahtîm», *RAS*, vol. 4, n° 5, mai 1943.

50. Sur ce point, cf. Robert Ilbert, «Spéculation et développement, 1900-1914», *L'information historique*, vol. 49, n° 5, 1987.

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
« Comme si la ville
était divisée en deux ».
*Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.*

l'éducation, en particulier religieuse, l'organisation des loisirs, voire les mobilisations syndicales ou coopérativistes, visent à assurer la recommunautarisation de populations réputées déracinées, la modernisation des gestions faisant fond sur la réactivation des régimes traditionnels de solidarité. Dans la représentation d'un MAK, la cité ouvrière conserve, à plus grande échelle, quelque chose du village, mais d'un village lui-même réformé, tel que les contributeurs à la *Revue des affaires sociales* s'emploient à en dresser les plans⁵¹ : comme le village, elle est centrée sur la mosquée – ou l'église – et les différentes instances – école, club de loisirs, centre social, coopérative – en charge de la socialisation « organique » des habitants ; comme au village, l'indice du succès de la réforme réside dans la transposition – non l'annulation – des solidarités mécaniques (familiales, confessionnelles...) héritées en solidarités organiques fondant la nouvelle cohésion du groupe ; comme au village, une telle transposition ne peut s'opérer que sur une base *prospective*, celle des options en dernière analyse économiques dont dépend, à la campagne comme à la ville, le relèvement de la société.

Que faire ? Une logique de l'exemplarité

Au terme de ce périple sur les traces de MAK, on peut tenter de répondre aux deux questions liées qui avaient fourni le prétexte à la lecture de ces textes : celle de l'identification des positions à partir desquelles peut être tenu un tel discours ; celle de sa finalité et de sa fonction heuristique et politique. Je fais l'hypothèse que la surface d'émergence de ce discours sur la ville peut être identifiée dans le triangle de relations entre trois « instances » entre lesquelles se joue la mise en place d'une division du travail que je qualifie ici de « réformiste » et dont il désigne les contraintes.

– Du point de vue des exigences de la réforme, la première de ces instances pourrait être identifiée au capital, « les riches », comme écrit MAK,

qui sont responsables de la prévalence de l'emploi [en ce sens] qu'il préfèrent déposer leurs fonds dans les banques ou sur des comptes d'épargne, se contentant de profits dérisoires, plutôt que de se lancer comme les étrangers et en concurrence avec eux dans des entreprises autrement profitables et utiles, par quoi ils causent tort à leur nation, à eux-mêmes et à leur descendance.⁵²

51. Ghislaine Alleaume, « La réforme sociale vue par les dirigeants de l'industrie agricole », in A. Roussillon (éd.), *Entre réforme sociale et Mouvement national : identité et modernisation en Égypte*, Le Caire, CEDEJ, 1994.

52. « Sur les berges... », *op. cit.*, p. 81.

Le problème est ici celui de la constitution d'une élite nationale d'entrepreneurs dans un contexte où le capital n'a, littéralement, pas de patrie et où le maintien de la prospérité des élites cosmopolites dépend de celui de la position dominée de l'Égypte dans la division coloniale du travail. La problématique de l'heure est celle de la création d'une industrie nationale, à laquelle le groupe de la Banque Misr tente, depuis les années 1920 avec des résultats mitigés, de donner corps⁵³ et qui seule rendrait possible la résorption du chômage et la réallocation spatiale des concentrations de misère urbaine.

– Dans cette logique, le rôle dévolu à l'État se limite à la mise en place du cadre légal et réglementaire de la réforme : en l'occurrence, une législation du travail dont les grandes lignes sont en place au moment où écrit MAK⁵⁴ et qu'il s'agit pour l'essentiel de faire respecter, et les instruments législatifs nécessaires à la gestion du cadre macro-urbain. Le débat est ici celui de la responsabilité propre de l'État en matière de « justice sociale » : face à la montée de conceptions « maximalistes » de ce rôle – pas seulement dans la mouvance communiste ou communisante en voie de structuration, mais aussi dans certains milieux réformistes inspirés par la visée fabianiste ou l'élitisme-égalitarisme nord-américain⁵⁵ – où l'État prendrait l'initiative d'une redistribution autoritaire de la richesse, notamment par le biais d'une réforme agraire, ce qui tente de prévaloir ici c'est une position que l'on pourrait qualifier de « minimaliste » où le rôle de celui-ci se limiterait à définir une sorte de « part du feu » faute de quoi l'ordre social – et moral – ne pourrait plus être maintenu. Commentant, dans les pages de la *Revue des affaires sociales* qui en donnera une traduction intégrale, la publication du *Rapport Beveridge*, dans lequel il voit « une orientation universelle »⁵⁶, Sayyid Qutb, futur idéologue radical des Frères musulmans égyptiens, présente les garanties accordées à la classe ouvrière britannique en matière de salaires, d'emploi ou de protection sanitaire comme « la moitié du chemin vers Moscou » – par quoi il faut entendre non qu'il s'agirait là de mesures d'inspiration communiste ou que l'Angleterre serait en voie de devenir telle, mais précisément que de telles mesures constituent la seule alternative possible au communisme et les concessions qu'il faut accorder au travail pour éviter une redistribution révolutionnaire de la richesse telle que celle opérée par la direction de l'URSS.

53. Voir, par exemple, Eric Davis, *Challenging Colonialism: Bank Misr and Egyptian Industrialization, 1920-1941*, Princeton, Princeton University Press, 1983. Sur le nationalisme économique, cf. D. Monciaud, « Le Projet de la Piastre et Jeune Égypte : entre réforme et conscience économique nationaliste », in A. Roussillon (éd.) *Entre réforme sociale et Mouvement national : identité et modernisation en Égypte, 1882-1962*, Le Caire, CEDEJ, 1995.

54. Voir Joel Beinin et Zakariy Lockman, *Workers on the Nile: Nationalism, Communism, Islam and the Egyptian Working Class, 1882-1954*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

55. R. Meijer, *The Quest for Modernity...*, op. cit., p. 75 sq.

56. « Le rapport Beveridge est une orientation mondiale, non un programme local », RAS, vol. 4, n° 5, mai 1943.

DOSSIER

*La ville :
postures, regards, savoirs*

Alain Roussillon
«Comme si la ville
était divisée en deux».
Un regard réformiste
sur l'urbain en Égypte
au tournant des années 1940.

– Troisième position dans cette division du travail, celle occupée par ce que l'on désignerait aujourd'hui comme la «société civile» : *al-ahâli* – littéralement «les gens du cru», structuration hiérarchisée des relations sociales *hic et nunc* – le «peuple», si l'on veut, organisé verticalement (et non horizontalement) sur des bases *locales* ou *sectorielles*, à qui l'association (*jam'iya*) fournit un mode privilégié d'intervention de la collectivité sur elle-même. D'une part, les associations de citoyens qui prolifèrent tout au long de la première moitié de ce siècle⁵⁷ se voient assigner par les pionniers de la réforme sociale un rôle pédagogique de diffusion et d'expérimentation de modèles de sociabilité réformée, le cas échéant empruntés, en même temps que de palliatif à la démission de l'État dans la prise en compte des besoins élémentaires de la société : ainsi de la Société égyptienne d'assistance aux aveugles, fondée en 1933 à l'initiative d'un groupe de philanthropes anglais et égyptiens et qui sera «nationalisée» deux ans plus tard, passant sous le contrôle du ministère de l'Instruction à l'initiative de son propre conseil d'administration et qui représentera l'Égypte au sein de l'Association internationale pour la protection des aveugles⁵⁸. De l'autre, la formule associative désigne l'«alliance de classe» dont on escompte que l'action permettra de faire advenir la société réformée : pachas éclairés, qui subventionnent et patronnent leurs activités ; experts et philanthropes étrangers identifiés à l'action «civilisatrice» de l'intervention coloniale ; *effendis*, sensibilisés aux questions sociales par la formation qu'ils ont reçue dans les établissements supérieurs techniques ou à l'étranger ; femmes, pour qui le travail associatif constitue l'un des modes privilégiés de «sortie» du confinement domestique et d'engagement dans la société... D'où aussi la façon dont les systèmes de relations entre les diverses composantes de cette alliance et entre celle-ci et la société vont pouvoir être nommés : *birr* (bénévolence), *ma'ûna* (aide), niveaux élémentaires de la solidarité qu'une société se doit de manifester envers ses membres les plus défavorisés ; *ri'âya* (protection et parrainage), défense et promotion du droit des membres défavorisés de la collectivité à se voir donner une chance d'améliorer leur condition ; *tabarru'*, affectation caritative de ressources, et *tatawwu'*, engagement volontaire..., relations qui ont vocation commune à «encadrer» la conversion de la misère – économique, sanitaire, morale – en pauvreté digne, point de départ de l'ascension sociale individuelle et point de départ collectif de la réforme de la société.

57. Cf. A. Roussillon, «Réforme sociale et politique...», *op. cit.*

58. «Une journée parmi les aveugles», *RAS*, vol. 3, n° 2, février 1942.

La position qui tente de se mettre en place dans les textes que nous lisons est précisément celle d'une médiation entre ces trois instances, médiation dont les exigences sont peut-être ce qui permet de rendre compte de l'utilisation – ou de la non utilisation – paradoxale de la quantité et de la quantification dont ils nous font témoins. D'une part, dans la mesure où il s'agit de mobiliser le plus largement possible les bonnes volontés, publiques et privées, dans la croisade contre les «trois fléaux», la dramatisation à la fois qualitative et quantitative des problèmes est de rigueur : le *rab'* du riz, visité à Boulaq, est avec les quelques trois mille personnes qui y vivent, le plus grand bâtiment habité du royaume et aussi le plus misérable ; pour ce qui est du nombre d'aveugles, l'Égypte pourrait prétendre au titre de «championne du monde»⁵⁹ ; les «statistiques» montrent que chaque Égyptien est porteur d'en moyenne cinq affections majeures dont la moindre d'entre elles justifierait, dans n'importe quel pays civilisé, sa prise en charge par la société. Mais simultanément, dans la mesure où il s'agit de crédibiliser les modes d'action «volontaristes» préconisés, le voile pudique jeté sur les données chiffrées disponibles – dont les recensements ou encore les résultats de l'enquête par échantillons sur «la pauvreté en Égypte en 1936», réalisée par Wendell Cleland pour le compte de l'Association égyptienne d'études sociales⁶⁰ – se justifie pour éviter que l'énormité des problèmes posés ne rejette par avance dans l'insignifiance les efforts des entreprises caritatives. La «niche» dans laquelle un MAK entreprend de situer son intervention se situe précisément à l'intersection de ces deux logiques – systématiser le soutien de l'État aux démarches des associations par la maximisation tactique des besoins et la minimisation des coûts – où il peut apparaître en position d'intermédiaire entre le premier et les secondes. Si bien que l'on peut voir dans la stratégie de contournement de la réalité urbaine et sociale que met en œuvre, en définitive, ce «*slumming* à l'égyptienne», le meilleur indice du statut d'acteurs dominés de ceux qui s'y livrent, statut dominé sur lequel ceux-ci vont, paradoxalement, entreprendre de – et réussir à⁶¹ – construire et d'imposer leurs compétences d'experts.

59. «Dans les territoires de la misère : les femmes aveugles», *RAS*, vol. 3, n° 7, juillet 1942.

60. Cf. A. Roussillon, «Le partage des savoirs : effets d'antériorité du savoir colonial en Égypte», *Annales islamologiques*, vol. 26, automne 1992.

61. Je me permet de renvoyer le lecteur à l'étude déjà évoquée (A. Roussillon, «Réforme sociale et politique...»), sur la fondation du ministère égyptien des Affaires sociales par les animateurs de l'Association égyptienne d'études sociales, qui traite précisément de ce «retournement».